



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.015/4
du 11 mars 2020

advies 67.015/4
van 11 maart 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les modalités spécifiques
d'émission de la loterie à
billets, appelée « Win for Life
Holiday », loterie publique
organisée par la Loterie
Nationale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van de
specifieke uitgiftevoorschriften
van de loterij met biljetten,
genaamd "Win for Life
Holiday", een door de
Nationale Loterij
georganiseerde openbare
loterij'

Le 12 février 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargé de la Loterie nationale et de la Politique scientifique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités spécifiques d'émission de la loterie à billets, appelée « Win for Life Holiday », loterie publique organisée par la Loterie Nationale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 mars 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 mars 2020.

*

Op 12 februari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de specifieke uitgiftevoorschriften van de loterij met biljetten, genaamd "Win for Life Holiday", een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 maart 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 maart 2020.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Les alinéas 2 et 3 seront déplacés après le visa de l'avis du Conseil d'État.

DISPOSITIF

Article 3

1. Il convient de ne pas reproduire dans une réglementation spécifique, telle celle à l'examen, des règles qui trouvent à s'appliquer en vertu du régime général consacré, en l'occurrence, par l'arrêté royal du 27 avril 2018 'fixant les modalités générales d'émission des loteries publiques organisées par la Loterie Nationale sous forme de loteries à billets'.

L'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 avril 2018, énonce

« Le recto du billet présente une ou plusieurs zones de jeu, recouverte(s) d'une pellicule opaque à gratter par le joueur ».

En conséquence, comme en a convenu le délégué du Ministre, la troisième phrase de l'article 3, § 1^{er}, du projet d'arrêté, qui prévoit que « Ces zones de jeu [figurant sur le recto du billet] sont recouvertes d'une pellicule opaque à gratter par le joueur », sera omise.

2. Au paragraphe 6, les mots « à l'article 3, § 2, alinéa 2, » seront remplacés par les mots « au paragraphe 2, alinéa 2, ».

Article 4

L'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 avril 2018 énonce

« Les lots sont, dès l'achat des billets, payables au porteur contre remise des billets gagnants jusque et y compris le dernier jour d'un délai de douze mois à compter de la date de clôture de vente de l'émission à laquelle les billets ressortissent :

1° auprès des points de vente physiques avec lesquels la Loterie Nationale a conclu un contrat afin de les agréer comme vendeurs officiels des jeux de la Loterie Nationale, excepté pour les lots mentionnés au 2° ;

2° exclusivement au siège de la Loterie Nationale ou, si celle-ci l'estime opportun, auprès de ses bureaux ou auprès des lieux déterminés par la Loterie Nationale, pour les lots de plus de 2.000 euros ».

Selon l'article 4, alinéa 3, du projet d'arrêté,

« Les rentes visées à l'article 2 sont, dès l'achat des billets, payables au porteur contre remise du billet gagnant jusque et y compris le dernier jour d'un délai de douze mois à compter de la date de clôture de vente de l'émission à laquelle les billets ressortissent, et cela exclusivement au siège de la Loterie Nationale ou, si celle-ci l'estime opportun, auprès de ses bureaux».

Interrogé quant à l'utilité de cet alinéa 3, compte tenu de la règle générale exprimée à l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 avril 2018, le délégué du Ministre a répondu :

« Cette règle est reprise pour exclure toute discussion, car l'AR cadre ne parle pas des rentes à vie, mais seulement des 'lots de plus de 2.000 euros' ».

Il convient cependant d'observer que les « rentes visées à l'article 2 » sont expressément qualifiées de « lot » par le projet d'arrêté. L'article 2 du projet fait ainsi état d'« 1 lot consistant en une rente à vie payable à concurrence de 3.000 euros par mois et une rente à vie payable à concurrence de 10.000 euros par an »¹. Les rentes prévues par le projet relèvent donc de la catégorie des « lots de plus de 2.000 euros » au sens de l'article 9, 2°, de l'arrêté royal du 27 avril 2018.

En conséquence, pour la raison exprimée dans l'observation 1 formulée sous l'article 3, l'article 4, alinéa 3, du projet sera ou bien omis, ou bien, si telle est l'intention, revu afin de se limiter à déroger à la règle générale, en tant que celle-ci permet que les lots de plus de 2.000 euros soient également payables « auprès des lieux déterminés par la Loterie Nationale ».

Article 5

La règle exprimée sous l'article 5 en vertu de laquelle la Loterie Nationale communique l'identité et les coordonnées du bénéficiaire des rentes aux tiers auxquels elle fait éventuellement appel en vue du paiement de celles-ci, paraît valoir pour tous les lots consistant en une rente. Dès lors que ce procédé n'est pas spécifique au lot sous forme de rente instauré par

¹ Voir également l'article 4, alinéa 1^{er}, du projet.

l'arrêté en projet ², la question se pose de savoir si cette règle, parce qu'elle paraît susceptible de valoir utilement pour toutes les loteries dans le cadre desquelles un lot prenant la forme d'une rente peut être gagné, ne devrait pas plus logiquement être insérée dans la réglementation générale, plutôt qu'être réitérée dans toutes les réglementations spécifiques prévoyant un lot de cette nature.

*

² Voir par exemple l'article 27, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 10 février 2011 'fixant les modalités d'émission des loteries publiques à billets organisées par la Loterie Nationale respectivement sous les appellations « Win for Life 1 euro », « Win for Life 2 euros », « Win for Life 3 euros », « Win for Life 5 euros » et « Win for Life 10 euros »'.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het tweede en het derde lid moeten verplaatst worden na het lid waarin verwezen wordt naar het advies van de Raad van State.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In een specifieke regeling zoals die welke hier onderzocht wordt, dienen geen regels overgenomen te worden die van toepassing zijn krachtens de algemene regeling die *in casu* vastgelegd is in het koninklijk besluit van 27 april 2018 ‘tot bepaling van de algemene uitgiftevoorschriften van openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij in de vorm van loterijen met biljetten’.

Artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2018 luidt als volgt:

“Op de voorkant van het biljet staan één of meerdere speelzones, die bedekt is/zijn met een door de speler af te krassen ondoorzichtige deklaag.”

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de derde zin van artikel 3, § 1, van het ontwerpbesluit, die bepaalt dat “[d]eze speelzones [op de voorkant van het biljet] (...) bedekt [zijn] met een door de speler af te krassen ondoorzichtige deklaag”, bijgevolg geschrapt moet worden.

2. In paragraaf 6 moeten de woorden “in artikel 3, § 2, tweede lid,” vervangen worden door de woorden “in paragraaf 2, tweede lid,”.

Artikel 4

Artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2018 luidt als volgt:

“Vanaf de aankoop van de biljetten zijn de loten betaalbaar aan de houder tegen afgifte van de winnende biljetten tot en met de laatste dag van een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van de verkoop van de uitgifte waartoe de biljetten behoren:

1° in de fysieke verkooppunten met dewelke de Nationale Loterij een overeenkomst heeft gesloten waarin zij worden erkend als officiële verkopers van de spelen van de Nationale Loterij, uitgezonderd voor de loten vermeld in 2°;

2° uitsluitend ten zetel van de Nationale Loterij of, indien zij dit opportuun acht, in haar kantoren of in de plaatsen bepaald door de Nationale Loterij, voor de loten van meer dan 2.000 euro.”

In artikel 4, derde lid, van het ontwerpbesluit staat het volgende:

“Vanaf de aankoop van de biljetten zijn de renten bedoeld in artikel 2 uitsluitend betaalbaar ten zetel van de Nationale Loterij of, indien zij dit opportuun acht, in haar kantoren, aan de houder tegen afgifte van het winnende biljet tot en met de laatste dag van een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van de verkoop van de uitgifte waartoe de biljetten behoren zijn (sic).”

Op de vraag wat het nut is van dat derde lid, gelet op de algemene regel die vervat is in artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 april 2018, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Cette règle est reprise pour exclure toute discussion, car l'AR cadre ne parle pas des rentes à vie, mais seulement des ‘lots de plus de 2.000 euros’.”

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat de “renten bedoeld in artikel 2” uitdrukkelijk als een “lot” bestempeld worden in het ontwerpbesluit. Zo wordt in artikel 2 van het ontwerp gewag gemaakt van “1 lot met een maandelijks uit te keren levenslange rente ten bedrage van 3.000 euro en een jaarlijks uit te keren levenslange rente ten bedrage van 10.000 euro”.¹ De renten waarin het ontwerp voorziet, behoren dus tot de categorie van de “loten van meer dan 2.000 euro” in de zin van artikel 9, 2°, van het koninklijk besluit van 27 april 2018.

Om de reden uiteengezet in opmerking 1 over artikel 3, moet artikel 4, derde lid, van het ontwerp bijgevolg ofwel weggelaten worden, ofwel, als dat de bedoeling is, aldus geherformuleerd worden dat alleen van dat gedeelte van de algemene regel wordt afgeweken waarin wordt bepaald dat de loten van meer dan 2000 euro eveneens betaalbaar zijn “in de plaatsen bepaald door de Nationale loterij”.

¹ Zie eveneens artikel 4, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 5

De in artikel 5 vervatte regel dat de Nationale Loterij de identiteit en de gegevens van de winnaar van de renten meedeelt aan derden op wie zij eventueel een beroep doet voor de uitbetaling van deze renten, lijkt te gelden voor alle loten die bestaan uit een rente. Aangezien die werkwijze niet specifiek is voor het lot in de vorm van een rente dat bij het ontworpen besluit ingevoerd wordt,² rijst de vraag of het niet logischer zou zijn om die regel, die immers op dienstige wijze lijkt te kunnen gelden voor alle loterijen waarin een lot in de vorm van een rente gewonnen kan worden, op te nemen in de algemene regeling in plaats van hem te herhalen in alle specifieke regelingen die in een lot van die aard voorzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

² Zie bijvoorbeeld artikel 27, tweede zin, van het koninklijk besluit van 10 februari 2011 ‘tot bepaling van de uitgiftevoorschriften van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterijen met biljetten, respectievelijk “Win for Life 1 euro”, “Win for Life 2 euro”, “Win for Life 3 euro”, “Win for Life 5 euro” en “Win for Life 10 euro” genaamd’.